



Au-delà de la béatification du banquier de Rothschild, Emmanuel Macron

En France, le renouveau ne viendra pas du banquier de Rothschild, Emmanuel Macron, pourtant porté aujourd'hui par tout l'establishment européen. Mais bien du résultat le plus surprenant de ce scrutin : la montée d'un projet de gauche, nouveau et frais, qui a séduit 20 % des Français.



Emmanuel Macron © REUTERS

En France, le vieux monde politique s'est écroulé. Pendant des décennies, les sociaux-démocrates et les gaullistes se sont partagé les postes du pouvoir. Aujourd'hui, aucun candidat des deux partis traditionnels n'a passé le cap du premier tour de l'élection présidentielle.

L'implosion du *Parti socialiste*, qui s'inscrit dans la dégringolade plus large de la social-démocratie européenne, est particulièrement frappante. Jamais le parti d'un président français en place n'a été sanctionné autant que le PS de François Hollande, qui obtient à peine 6 %.

Au deuxième tour, les Français pourront choisir entre Emmanuel Macron, le banquier de Rothschild et représentant de la ligne d'austérité dure de l'Europe, et Marine Le Pen, la candidate de l'extrême droite, du racisme et du nationalisme autoritaire. Le fait qu'au coeur de l'Europe, une candidate ouvertement raciste comme Le Pen arrive au deuxième tour de la présidentielle est en soi alarmant. C'est l'expression d'un mécontentement très profond, qui a été alimenté pendant des décennies par une politique d'austérité sans perspectives et par un discours de haine identitaire tenu par des gens comme l'ancien président Sarkozy. L'extrémisme nationaliste est le revers de l'extrémisme de marché, les deux sont indissociables. Le renouveau de la politique française ne vient pas du banquier Macron fraîchement adoubé ou de l'extrême droite raciste de Le Pen, mais bien de l'outsider de la campagne électorale, Jean-Luc Mélenchon.

Mélenchon constitue le résultat le plus surprenant des élections françaises

Celui qui, il y a un an, aurait prédit que la gauche conséquente remporterait 20 % des suffrages en France aurait probablement été emmené par des ambulanciers en blouse blanche. Après la énième politique suicidaire de la social-démocratie au palais présidentiel de l'Élysée, la gauche était à nouveau déclarée "*morte*" par à peu près tous les faiseurs d'opinions. Ce qui n'est pas totalement faux, puisque la vieille gauche a pour ainsi dire rendu son dernier souffle. Mais quasiment personne n'a tenu compte de la nouvelle gauche.

En partant de rien, un nouveau candidat a émergé, et il a su séduire un Français sur cinq avec un programme radical, à la fois social et écologiste. Mélenchon est le politicien le plus populaire parmi

les jeunes et, dans sa campagne, il a pu aussi attirer un grand nombre de voix dans les classes populaires. Dans de grandes villes comme Marseille, Lille, Le Havre, St-Etienne, Grenoble, Toulouse, Montpellier, et Nîmes, Mélenchon est arrivé en tête.

Si le PS ne s'était pas accroché aussi obstinément à la politique d'austérité européenne et aux salons parisiens, et s'il avait appelé à voter pour le nouveau et frais mouvement de Mélenchon, le candidat de "*la France insoumise*" aurait récolté au premier tour 26 % des voix et serait donc sorti premier du scrutin. Mélenchon a posé la base pour reconstruire la gauche, pour mettre à l'agenda des thèmes sociaux et écologistes novateurs, et pour donner forme à un nouveau mouvement qui sera indispensable tant contre l'extrémisme de marché que contre l'extrémisme identitaire. La victoire de l'ultra-libéralisme et de l'extrême droite était malheureusement prévisible, mais la montée d'un mouvement d'une nouvelle gauche venant d'en bas ne l'était pas du tout. C'est là qu'est l'élément neuf de l'élection présidentielle française.

Quinze années d'érosion

L'écroulement du vieux monde politique n'est pas tombé du ciel. La décomposition du système s'est effectuée pendant quinze années suivant le même triangle : promettre beaucoup, faire le contraire, et entre-temps reprendre de plus en plus de thèmes d'extrême droite.

En 2002, le candidat socialiste à la présidence et ex-Premier ministre Lionel Jospin a été sanctionné pour sa politique libérale. La dynastie d'extrême droite des Le Pen avait alors déjà réussi à accéder au deuxième tour, à l'époque avec Le Pen père, qui s'était retrouvé face à Jacques Chirac. Chirac a fait de grandes promesses : il avait compris le message, certifiait-il. Il allait prendre les préoccupations des Français au sérieux, s'attaquer à la pauvreté, offrir des chances égales. Or une fois président, Chirac a fait exactement l'inverse : les contrats de travail sont devenus plus précaires, de plus en plus de gens ont eu des difficultés à nouer les deux bouts, les privatisations et les mesures d'austérité se sont multipliées.

En 2005, les Français ont une nouvelle fois exprimé haut et fort qu'ils voulaient du changement. Lors d'un référendum, ils ont rejeté le projet de Constitution européenne libérale. Les partis traditionnels n'en ont rien eu à faire. Ils ont fait passer la Constitution européenne, rebaptisée de manière cosmétique "*Traité de Lisbonne*", et imposée de force à nos voisins du Sud. L'amertume a été grande, et sur ce terrain, Nicolas Sarkozy a agi en maître. En 2007, il est arrivé au pouvoir avec un programme fortement inspiré de celui du *Front national*. L'extrême droite allait être combattue en utilisant lui-même un discours d'extrême droite et en prenant des mesures de droite dure. Ce n'est pas très éloigné de ce que certains politiciens N-VA essaient de faire aujourd'hui pour contrer une possible montée du *Vlaams Belang*. Une approche dure par-ci, un langage musclé par-là - Sarkozy a même promis de "*nettoyer les banlieues au Kärcher*". Au plan électoral, cela a marché. Le Pen a continué à stagner à 10 % des voix. Mais les idées de l'extrême droite sont, elles, devenues plus présentables.

Entre-temps, Nicolas Sarkozy a, sous l'aile d'Angela Merkel, imposé une cure d'austérité drastique comme dans toute l'Union européenne. En France aussi, des centaines de milliers d'emplois ont été supprimés dans le secteur public et le marché du travail a subi une dégradation encore plus forte. Sarkozy a été surnommé "*le président des riches*", et en 2012, il a été battu par François Hollande qui a lui aussi promis monts et merveilles. Lui, François Hollande du Parti socialiste, allait s'attaquer aux grands financiers. Il allait mettre fin à la politique d'austérité. Il allait renégocier les traités européens.

Les Français lui ont donné une chance. Une dernière, comme on a pu le constater.

Macron, le lapin blanc de l'Élysée et du monde bancaire

Le président Hollande n'avait pas encore mis un pied à l'Élysée qu'il avait déjà oublié toutes ses promesses. Avec Angela Merkel, les liens sont restés excellents. Le très sévère *Pacte de stabilité*, qui impose l'austérité au niveau européen, a tout simplement continué d'exister. Hollande a fait exactement le contraire de ce qu'il avait promis durant sa campagne électorale. Le banquier de Rothschild, Emmanuel Macron, a reçu dès le début un poste important dans son équipe.

En tant que ministre de l'Économie, entre 2014 et 2016, Macron a d'emblée proposé une nouvelle loi dont le but était de dresser davantage les travailleurs les uns contre les autres : une loi libérale sur la concurrence, connue aujourd'hui sous le nom de "*Loi Macron*". La protection des travailleurs dans les tribunaux du travail a été érodée, les droits de travailleurs ont été fortement remis en question et l'asservissement à la flexibilité s'est traduit par l'extension du travail le dimanche. Les grands démocrates Macron et Hollande n'ont même pas osé présenter leur nouvelle loi au Parlement, par crainte d'un grand mouvement de protestation. La procédure d'urgence a donc été utilisée pour faire passer quand même la très contestée Loi Macron, et ce, via l'article 49.3 de la Constitution française.

Jusqu'il y a deux ou trois mois, personne n'aurait misé sur Macron. L'establishment n'a mis en avant l'ancien banquier de Rothschild, âgé de 39 ans, que suite à l'impopularité devenue trop grande d'autres hommes politiques, éclaboussés par une série de scandales révélant leur cupidité.

"Dans ce cas, allons-y pour Macron", s'est-on dit dans les hautes sphères financières et industrielles.

Celles-ci ont dès lors soutenu et financé son nouveau mouvement, "*En Marche*". Ici, il s'agit d'importants acteurs, comme le *Crédit Lyonnais*, *Meetic* et *Free Mobile*. Le directeur adjoint de la multinationale *Bouygues Telecom*, Didier Casas, a même quitté son poste pour devenir conseiller de Macron. Ce dernier a donc bénéficié d'un relooking professionnel et, affublé de son tout nouveau look, c'est en lapin blanc de l'Élysée et du monde bancaire qu'il a dû se profiler. Un lapin blanc avec de l'argent derrière lui, beaucoup, beaucoup d'argent...

Projet "*novateur*" ? La poursuite d'un projet authentiquement libéral

Macron n'est pas un nouveau venu dans la politique française. C'est déjà un vieux serviteur tant de Sarkozy que de Hollande. Au sein de la commission Attali, il a conseillé le président Sarkozy en matière de mesures d'austérité. Ensuite, il a appliqué lui-même ces recettes dans le gouvernement Valls, sous Hollande.

"La France le montre une nouvelle fois. Il faut se battre contre les populistes via un discours inclusif, ouvert et pro-européen #Macron", a twitté le chef du groupe Ecolo-Groen à la Chambre, Kristof Calvo, dimanche soir après l'annonce des résultats.

Et son collègue Wouter De Vriendt d'ajouter :

"Les partis traditionnels sont en bout de course. La France montre qu'un projet authentique, novateur, à l'esprit ouvert et pro-européen peut l'emporter #Macron".

Ils se trompent totalement. Avec Macron, il n'est absolument pas question d'un projet authentique et novateur ni d'un discours inclusif et ouvert.

Le programme de Macron a été élaboré par ses conseillers de la haute finance : révision des systèmes de pension, poursuite de la dérégulation du marché de l'emploi, limitation puis suppression de certaines allocations de chômage, mise hors-jeu des syndicats, départ volontaire ou licenciement de 120 000 fonctionnaires, modification draconienne du système de financement de la sécurité sociale, et bien d'autres mesures encore.

Ses supporters belges ne se trompent pas : Charles Michel, Didier Reynders, Benoit Lutgen, Olivier Maingain... ont tous souligné leur proximité avec le programme d'Emmanuel Macron.

"Il est libéral pour l'évolution de la société, j'ai retrouvé chez lui beaucoup d'aspirations qui me sont proches" soulignait clairement le président du MR, Olivier Chastel, au micro de la RTBF dès le lendemain du premier tour.

Un libéral qui pourtant envisage d'agir de manière autoritaire. Macron promet de mettre en oeuvre son programme "par décret", sans qu'il y ait donc le moindre débat au Parlement. Etrange programme "libéral" que celui qui consiste à mettre le Parlement encore un peu plus sur la touche afin de pouvoir appliquer sans encombre des mesures d'austérité drastiques.

Le PS français implose, même pas peur pour le PS belge qui a un bilan "formidable"

Macron a réussi à s'imposer suite à l'éclatement des partis politiques traditionnels en France. Après avoir été leur plus grand serviteur, il a profité d'une droite discréditée par les affaires mais surtout d'une social-démocratie qui a littéralement implosé durant la présidence de François Hollande, celui qui allait combattre la Finance avant de devenir le président de la Finance, qui a appliqué docilement les traités d'austérité européens, la dérégulation du marché du travail...

Une grande partie de la direction du PS français a finalement soutenu Macron, le candidat assumé du social-libéralisme. Une autre partie a soutenu à tout prix Benoît Hamon, même quand il était évident qu'il allait perdre et sans doute priver Mélenchon de passer le premier tour des élections présidentielles. Les appels au "vote utile" ne valent visiblement que quand il s'agit de faire passer un candidat social-démocrate dominant. Le résultat est sans appel : une déroute électorale sans précédent avec 6,4 % des voix, le plus bas score électoral obtenu par un social-démocrate depuis 1969. La tendance est d'ailleurs européenne. Cette gauche de l'austérité est rejetée massivement sur tout le continent, de la Grèce aux Pays-Bas.

Quelles sont les leçons tirées par le PS belge ? Aucune. Pour Elio Di Rupo, Hamon "avait un très bon programme" et a seulement été victime "des circonstances" (interview à l'émission "Terzake" le 24 avril).

Les socialistes belges proclament aujourd'hui leur soutien à celui qui représente l'austérité et les recettes libérales appliquées dans toute l'Union européenne. Et quand, le lendemain de l'élection, un journaliste de la RTBF veut savoir si Di Rupo ne redoute pas l'effondrement du PS comme Hamon l'a connu en France, sa réponse est éloquente : en Belgique,

"nous avons un bilan qui est formidable. On a été au gouvernement durant des années, avec un pays qui est un de ceux qui se tient le mieux en Europe".

Un bilan "formidable" ? Décidément, Elio Di Rupo ne tire aucune leçon de ces 25 années au pouvoir en Belgique. Car, pour les chômeurs exclus des allocations d'insertion, pour les travailleurs qui ont vu

leur salaire gelé ou leur prépension rabaissée sous le gouvernement Di Rupo, le bilan est tout sauf formidable.

Le coeur qui saigne devient des larmes de crocodile quand le président du parti socialiste déclare à l'agence Belga que face aux résultats des élections françaises,

"nous devons conforter notre ligne, nous devons être pédagogiques !"

En somme, l'orientation de la politique du PS ne doit pas être remise en cause mais seulement la communication. Le *"on ne nous a pas bien compris"* revient à nouveau à se mettre la tête dans le sable. Les gens ont au contraire très bien compris, ils ne sont tout simplement pas d'accord avec la ligne de la gauche de renoncement, d'austérité et des affaires.

Mélenchon est à l'inverse du populisme et du lissage du débat politique

Afin que Macron puisse atteindre le second tour, ses conseillers financiers lui ont recommandé de faire le moins possible de propositions concrètes, de ne pas mettre son programme ultra-libéral en évidence et de miser à fond sur sa propre personne très *"hype"*. Ses grands amis au sommet des puissants empires médiatiques lui ont assuré un encadrement professionnel. Une fois encore, cela n'a rien de novateur, c'est au contraire bien dans la continuité du lissage de tout débat politique que l'on vide de son contenu.

Pourtant, ce scénario a été perturbé par un véritable outsider, Jean-Luc Mélenchon qui, lui, a pleinement misé sur le contenu et qui a mené une campagne basée sur un programme positif et solidement étayé. Mélenchon est à l'inverse du populisme et du lissage du débat politique : il apporte un discours, il fait réfléchir et il transforme l'enthousiasme en centaines de propositions politiques concrètes. Selon Greenpeace, c'est Mélenchon qui présente le meilleur programme écologique en France, et de nombreuses organisations sociales françaises actives sur le terrain se reconnaissant dans le nouveau discours de l'outsider de gauche.

Mélenchon propose un discours total, une vision du monde.

"Il me force à réfléchir, racontait un jeune après un meeting électoral à Lille. Toutes les pièces du puzzle s'imbriquent. Il parle d'une société dans laquelle on ne travaille plus jusqu'à l'épuisement. Il insiste en permanence sur l'égalité salariale entre hommes et femmes, importante bien sûr en tant que principe, mais aussi importante pour les pensions. Il parle des droits de l'Homme et de l'accueil humain des réfugiés. Mais il traite aussi des droits des animaux, d'une autre vision de l'agriculture, de la destruction de sols et sous-sols, des pesticides de l'agriculture chimique qui entraînent de très nombreux cancers. Chez lui, tout se tient et, à chaque fois, il propose des mesures concrètes."

L'establishment contre Mélenchon

Plus Mélenchon s'est profilé comme outsider, plus la campagne contre lui s'est intensifiée.

"La montée rapide de Mélenchon dans les sondages peut mettre la dette publique française sous pression", tonnait la banque française Société Générale.

"Nous devons surveiller si cette évolution va se poursuivre", mettait en garde la Deutsche Bank.

Pour des organes de presse de la droite dure, comme *Les Échos*, *Le Figaro* ou la chaîne de télévision BFM, Mélenchon n'était rien d'autre qu'un "Chavez français" qui voulait retourner à "l'Union soviétique des années 1950". Le même procédé qu'emploie Bart De Wever quand il qualifie le PTB de "déchet du 20^e siècle".

Malgré cette campagne de peur, des millions de Français ont voté pour Mélenchon. Aujourd'hui, certains se montrent méprisants envers ce résultat, auquel pourtant absolument personne n'aurait cru il y a un an. Après trente ans de déclin, la gauche est à reconstruire. Mais le fait que cette nouvelle gauche - au tout début de sa reconstruction - obtienne déjà 20 % des voix est réellement un signe d'espoir.

Contre la combinaison indigeste Macron-Le Pen, Mélenchon a suscité l'enthousiasme d'un grand nombre de jeunes électeurs. Aux scandales des hommes politiques traditionnels, Mélenchon oppose une culture politique participative d'une grande fraîcheur. À la politique européenne d'austérité, il a opposé un programme élaboré d'investissements sociaux et écologiques. Au lieu de la haine prêchée par Le Pen, il prône la solidarité. Tout ceux qui suivent un tant soit peu la politique française savent que, depuis des années, Mélenchon mène une lutte conséquente contre l'extrême droite, qu'il est également le seul homme politique qui remporte réellement les débats face à Marine Le Pen et que son programme présente tout ce dont des personnalités bornées comme Le Pen ne veulent pas.

Plus de 9 électeurs sur 10 de Mélenchon affirment qu'ils ne voteront pas pour Le Pen, ce qui est remarquable parce que Mélenchon a précisément pu reprendre une partie des électeurs à l'extrême droite. Il les a donc convaincus sur le plan du contenu. Continuer à gagner des voix sur la droite est une tâche cruciale pour la reconstruction d'un nouveau mouvement de gauche.

"Un matin qui commence à percer"

Entre-temps, les attaques se poursuivent. Ceux qui ne participent pas aux sacro-saintes déclarations de béatification de Macron sont mis dans le même sac que les extrémistes - ou les "populistes", si on préfère - par l'establishment européen. Reynders, Magnette et Di Rupo dénoncent à l'unisson Mélenchon comme le PTB qui ne se rangent pas comme un seul homme derrière Macron.

C'est précisément une bonne chose que Mélenchon porte ses regards plus loin qu'aujourd'hui, qu'il ne se laisse pas égarer par le nouveau banquier de l'élite et qu'il puisse oeuvrer au contre-mouvement nécessaire pour demain. Avec le banquier Macron comme nouveau président, l'extrême droite ne fera que continuer à croître. Sauf s'il naît une alternative de gauche viable. C'est précisément les bases d'une telle alternative qui peuvent naître de la campagne de Mélenchon.

Ainsi, Mélenchon a continué à insister sur le fait que, sans un large mouvement populaire, aucun changement réel n'est possible. Un mouvement capable de construire un barrage contre l'extrême droite et le racisme, mais aussi contre la politique libérale d'austérité qui crée le terreau de l'extrême droite. Un mouvement capable de mettre à l'ordre du jour de nouveaux thèmes sociaux et écologiques, impliquer, politiser et enthousiasmer les gens pour qu'ils prennent eux-mêmes leur sort en mains et pour construire un contre-pouvoir à partir d'en bas. "Vous êtes un matin qui commence à percer", a dit Mélenchon dimanche. Ce matin n'est pas encore là, mais les bases y sont bel et bien.